

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Dialogue normalisé Gabon-UE : pour un renforcement de leur partenariat

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

APRÈS la tempête, place au calme. C'est du moins ce à quoi renvoie le dialogue politique normalisé entre le Gabon et l'Union européenne (UE), qui s'est ouvert hier à quelques encablures de la présidence de la République, pour s'achever en milieu de soirée. Et ce, conformément aux dispositions de l'article 8 de l'accord de Cotonou. Lequel constitue le cadre général des relations multilatérales entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), adopté en 2000.

Un dialogue ouvert par la Première ministre, Rose Christiane

Ossouka Raponda. En présence de certains membres de son gouvernement, de l'ambassadrice cheffe de la délégation de l'UE au Gabon, Rosario Bento Pais, et des ambassadeurs des États membres de l'UE accrédités dans notre pays.

De fait, autour de discussions constructives, tout en passant en revue la situation économique et sociale du Gabon, les deux parties ont abordé des problématiques aussi diverses et variées que la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, les droits de l'Homme, la récente élection du Gabon au Conseil des droits de l'Homme de l'Organisation des Nations unies (Onu), etc.

Sur ce, elles sont convenues de la nécessité d'améliorer le climat des affaires et favoriser

les investissements au Gabon, d'intensifier la lutte contre le changement climatique, la piraterie maritime, etc. Toute chose qui prouve à suffisance que le Gabon et l'UE entendent, plus que par le passé, renforcer leur partenariat.

Au terme de leur rencontre, rendez-vous a été pris pour 2022. Entendu que dans cet intervalle de temps, le dialogue entre les deux parties sera permanent dans l'ensemble des secteurs et à différents niveaux. À l'ouverture des travaux, Rose Christiane Ossouka Raponda a salué "ce cadre de concertation et discussions".

Pour sa part, Rosario Bento Pais a loué "la forte implication du gouvernement dans l'actuel dialogue politique normalisé".



La cheffe du gouvernement Rose Christiane Ossouka Raponda ouvrant les travaux du dialogue politique normalisé.

Gabon-UE : des relations au beau fixe



L'ambassadrice cheffe de la délégation de l'UE, Rosario Bento Pais, lors de son intervention.

"Un cadre de concertation équilibré et de respect mutuel"

Y.F.I
Libreville/Gabon

LE moins que l'on puisse dire, est que les deux parties (gouvernement gabonais et Union européenne) attendent beaucoup de cette session du dialogue normalisé. Des attentes tant qualitatives que quantitatives entre deux partenaires placés sur un pied d'égalité. C'est du moins ce qu'a exprimé de façon sibylline la Première ministre.

"Le dialogue politique normalisé est pour nous un cadre de concertation équilibré, de respect mutuel et d'engagement résolu, en vue d'organiser des actions d'intérêt commun", a déclaré Rose-Christiane Ossouka-Raponda. Avant d'ajouter : "Le gouvernement entend toujours voir ses actions s'inscrire dans la quête sans cesse toujours renouvelée du développement à l'aune de l'Agenda 2030 des Nations unies, de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et aussi du



Les ministres sectoriels concernés par l'actuel dialogue politique normalisé prenant une part active aux discussions.

Plan d'accélération et de transformation 2021-2023".

Une vision partagée par la cheffe de la délégation de l'Union européenne (UE), Rosario Bento Pais. En plantant le décor de l'actuel dialogue politique normalisé, elle n'a pas manqué de souligner que les discussions en cours constituent un "échange de dialogue et de coopération

portant sur les questions politiques, les droits de l'Homme, le commerce, etc."

C'est donc sans langue de bois que diverses questions de l'heure seront abordées par les deux parties prenantes. Objectif : élaborer un document pays réel et non complaisant. Telle est la ligne directrice que se sont fixée le Gabon et l'UE.

J.K.M
Libreville/Gabon

OUVERT hier, le dialogue politique normalisé entre le Gabon et l'Union européenne (UE) témoigne de l'excellence de la coopération entre ces deux partenaires de longue date. Lesquels, en dépit de certaines contrariétés, sont toujours parvenus à sauvegarder l'essentiel afin de dynamiser leur partenariat. Et le dialogue politique en est une parfaite illustration.

D'abord intensifié, il a été interrompu en octobre 2017 à la suite d'un certain nombre d'incompréhensions et malentendus. Ce n'est que le 25 novembre 2019 que les deux parties avaient renoué le fil du dialogue en abordant des problématiques aussi diverses et variées que les libertés fondamentales, la gouvernance dé-

mocratique, la transparence électorale et les droits de l'Homme. Tout en réaffirmant leur engagement à œuvrer, de commun accord, au renforcement des capacités de la Commission nationale des droits de l'Homme, des réseaux des organisations de la société civile, etc. Et en admettant la nécessité d'une coopération étroite en vue de renforcer et de consolider l'indépendance de la justice au Gabon.

Bouclé le 15 décembre 2019 dans un climat empreint de respect et de confiance mutuelle, le dialogue politique intensifié a laissé place au dialogue politique normalisé. "Un mécanisme indispensable et un processus nécessaire au renforcement du partenariat entre le Gabon et l'UE", a précisé la cheffe du gouvernement Rose-Christiane Ossouka-Raponda.